Document generated on 10/12/2024 6:12 a.m.

L'Actualité économique

Bank of Canada Operations, 1935-1954, par É.-P. NEUFELD, (Collection « Canadian Studies in Economics », no 5). Un vol., 7 po. x 10, relié, 221 pages. — UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, Toronto, 1955

Roland Parenteau

Volume 33, Number 1, April–June 1957

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1001219ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1001219ar

See table of contents

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)
1710-3991 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Parenteau, R. (1957). Review of [*Bank of Canada Operations*, 1935-1954, par É.-P. NEUFELD, (Collection « Canadian Studies in Economics », no 5). Un vol., 7 po. x 10, relié, 221 pages. — UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, Toronto, 1955]. *L'Actualité économique*, *33*(1), 174–176. https://doi.org/10.7202/1001219ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1957

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Les Livres

Bank of Canada Operations, 1935-1954, par E.-P. NEUFELD, (Collection «Canadian Studies in Economics», no 5). Un vol., 7 po. × 10, relié, 221 pages. — UNIVERSITY OF TORONTO PRESS, Toronto, 1955.

Contrairement à la Banque d'Angleterre et à la Banque de France, dont le prestige a depuis longtemps dépassé les frontières, c'est dans l'ombre que la Banque du Canada a exercé ses activités durant la plus grande partie de sa jeune existence. Depuis quelques mois cependant, l'opinion publique a appris à connaître cet organisme, qu'on a d'ailleurs souvent présenté sous un jour plus ou moins favorable. Dans l'euphorie générale qui prévaut depuis la récession de 1954, on la considère en bien des milieux comme une sorte de trouble-fête. Effectivement, la politique restrictive de la Banque du Canada en face des poussées inflationnistes de l'économie canadienne, a mécontenté beaucoup de gens. Les critiques dont la Banque est l'objet ne sont cependant jamais devenues très virulentes probablement parce que l'institution s'est acquis au cours des années un prestige indéniable qui la rend pratiquement à l'abri des pressions trop fortes à la fois des milieux financiers et du gouvernement. Il est sûr que la Banque, institution d'État, ne peut poursuivre une politique fondamentalement différente de celle du gouvernement. Il n'en reste pas moins que dans son activité quotidienne, elle n'est pas soumise à des caprices éventuels d'hommes politiques ni à des intérêts partisans immédiats. Elle obéit à des impératifs généraux de politique monétaire.

C'est donc au moment où se produit un regain d'intérêt dans l'activité de la Banque centrale qu'on assiste à la publication du premier ouvrage vraiment approfondi sur son fonctionnement. La coïncidence est heureuse car elle nous permettra de mieux juger de l'activité présente de l'institution grâce à la toile de fonds que constitue cet ouvrage de M. Neufeld sur son rôle financier et monétaire depuis sa fondation. Jusqu'à maintenant, nous n'avions guère que les ouvrages

déjà anciens de MM. Milton Stokes et A.-F.-W. Plumptre. En ce qui concerne la politique monétaire et le rôle de la Banque du cours de la guerre et de l'après-guerre, aucun ouvrage d'envergure jusqu'à maintenant, à part quelques rares articles de revue. M. Neufeld comble donc, grâce à l'aide financière du Canadian Social Science Research Council, une déficience réelle de la littérature économique canadienne.

L'ouvrage se présente comme une analyse minutieuse, presque au jour le jour, des opérations de la Banque et en particulier de ses transactions sur les marchés monétaire et financier grâce à ses opérations d'*open market*. Après trois chapitres généraux qui traitent, le premier du statut juridique de la Banque, le deuxième des objectifs qu'elle se propose et le troisième de ses moyens d'action, l'auteur avec une logique désarmante divise en trois périodes la courte histoire de l'institution: l'avant-guerre, la guerre, l'après-guerre. C'est dire toute l'importance que le dernier conflit mondial a eu pour elle.

Avant 1939, on s'était borné à des tâches d'organisation et d'action restreinte sur le marché financier, se contentant de fournir les fonds nécessaires aux banques pour leurs encaisses, exerçant une influence stabilisatrice sur le marché des changes, etc. Le mot d'ordre de la politique monétaire était de favoriser l'expansion des encaisses bancaires quand le besoin s'en faisait sentir et de maintenir les bas taux d'intérêt. Dans tout cela, aucune véritable politique contra-cyclique, aucun effort pour diriger l'économie canadienne hors de l'interminable dépression dans laquelle elle s'était engagée. On n'en demandait pas tant d'ailleurs à la Banque centrale: les théories keynésiennes venaient tout juste de faire leur apparition.

La guerre allait cependant constituer une dure épreuve pour la Banque qui dût, comme toutes les autres institutions financières du Canada, souscrire à l'effort de guerre illimité et fournir sans retenue tous les fonds dont l'économie avait besoin. Évidemment le gros de l'effort financier fut apporté par le public et accessoirement les banques commerciales. Mais la Banque du Canada fut appelée à la rescousse chaque fois que l'encaisse des banques commerciales menaçait de devenir insuffisante par suite du gonflement continuel des dépôts. Pendant la guerre non plus, aucun souci de politique monétaire globale dans le sens d'un effort pour éviter les tensions inflationnistes. Si les prix sont restés relativement stables, c'est grâce à la politique fiscale et aux contrôles directs, et en dépit, pourrait-on dire, de la politique de la Banque du Canada.

Cette attitude passive de la Banque s'est continuée dans l'après-guerre pendant quelque temps. Prise entre le désir de modérer les tensions inflationnistes qui se sont fait sentir avec une particulière acuité en 1947 et sa volonté de ne pas bouleverser par des ventes massives de valeurs le marché des obligations, ce qui aurait nui au crédit de l'État et aurait peut-être paralysé les investissements du moins en partie, la Banque a opté pour la seconde solution. À l'heure actuelle, les économistes sont portés à contester la sagesse de cette attitude. Il reste à savoir cependant, comme le dit M. Neufeld, si une autre politique était possible. Car tout le monde à cette époque avait beaucoup plus la hantise de la dépression que de l'inflation. Ce n'est qu'en 1948 que l'on s'est convaincu que la véritable

menace était l'expansion trop rapide des moyens de paiement. C'est aussi cette année-là que la Banque a modifié son attitude.

Plus récemment, elle s'est affirmée avec beaucoup plus de vigueur comme on a pu le constater par les journaux. M. Neufeld arrête son étude cependant en 1955, au moment où la Banque amorçait sa réaction aux tensions inflationnistes de l'heure: action beaucoup plus complexe parce que plus dynamique, plus sujette aussi sans doute à la controverse.

Pour sa part, M. Neufeld se montre assez indulgent à l'égard de la politique de la Banque, bien qu'il fasse un effort pour présenter toutes les facettes des situations diverses qu'elle a eu à traverser. Sa compétence est évidente pour traiter à son aise de questions aussi complexes, mais son ouvrage reste assez rébarbatif, difficile d'accès pour le non-initié. Ajoutons que la typographie particulière adoptée par les éditeurs (caractères de dactylographe) rend la lecture particulièrement pénible surtout pour les tableaux.

D'aucuns pourraient aussi reprocher à M. Neufeld d'avoir trop concentré son étude sur les opérations de la Banque du Canada, de ne pas avoir assez situé son action dans l'ensemble de la politique gouvernementale, mais tel n'était pas, semble-t-il, son objectif.

Après la publication de cet essai qui classe d'emblée le jeune professeur de Toronto parmi les spécialistes des questions monétaires au Canada, nous attendrons avec impatience d'autres commentaires sur la politique financière du gouvernement fédéral. La matière inexplorée est encore largement abondante.

Roland Parenteau

L'Allemagne et le Moyen-Orient. Analyse d'une pénétration économique contemporaine. (Collection «Les grandes expansions économiques et commerciales», Série Allemagne, Tome 1), par Yves Famchon et Maurice Leruth. Un vol., 6½ po. × 10, broché, 208 pages. — Éditions des Relations Internationales, 27-33, avenue des Champs-Élysées, Paris VIIIe, 1957.

Cet ouvrage sur la pénétration économique de l'Allemagne dans le Proche et le Moyen-Orient au cours des dix dernières années est le premier-né d'une nouvelle collection sur «Les grandes expansions économiques et commerciales» destinée à éclairer les méthodes et les succès de la concurrence étrangère sur les marchés extra-européens.

Le choix de l'Allemagne dans ses relations commerciales avec le Moyen-Orient pour inaugurer cette collection semble particulièrement heureux. La résurrection de l'industrie allemande et la réapparition sur tous les continents des «commis-voyageurs» de la Ruhr, se classent parmi les faits les plus marquants du commerce international contemporain. La nécessité dans laquelle se trouve l'Allemagne occidentale d'importer une bonne partie de ses produits alimentaires suppose un commerce d'exportation de produits industriels florissant, donc des débouchés. Or elle a perdu son débouché classique d'Europe centrale. Dans la nécessité de se rattraper ailleurs, de puissants motifs militaient en faveur d'un